



# Revue-IRS



Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 6, Décembre 2025

*This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](#) license.*



---

## Evaluation ex-post des Projets de développement en milieu rural. Cas de CODAIK, PROCAR et PARSAR dans le Territoire de Bulungu

<sup>1</sup>Nemena Hangombi Kwakombe Eugénie

<sup>1</sup>Institut Supérieur pédagogique de Feshi (RDC).

**Abstract :** This article examines the effects of development projects implemented in the Territory of Bulungu, especially those of CODAIK, PROCAR and PARSAR. Despite major investments in agriculture, livestock and living-conditions improvement, results remain limited and communities still face significant socio-economic challenges. The study aims to assess the real impacts of these projects, identify the causes of their shortcomings and suggest improvement strategies.

**Keywords:** rural development, Bulungu, agricultural projects, impact.

**Résumé :** Cet article analyse les effets des projets de développement mis en œuvre dans le Territoire de Bulungu, en particulier ceux du CODAIK, PROCAR et PARSAR. Malgré les investissements importants dans l'agriculture, l'élevage et l'amélioration des conditions de vie, les résultats restent limités et les populations continuent de faire face à des difficultés socio-économiques. La recherche vise à comprendre les impacts réels de ces projets, à identifier les causes de leurs limites et à proposer des pistes d'amélioration.

**Mots clés :** développement rural, Bulungu, projets agricoles, impact.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.18015008>

## 1. Introduction

Depuis son accès à l'indépendance, la République Démocratique du Congo demeure un pays pauvre en dépit de ses abondantes ressources et richesses du sous-sol et du sol. D'après le renseignement puisé dans le site web congo indépendant 2024, l'indice du capital humain (l'espérance de vie à la naissance, l'état sanitaire de la population, le niveau d'instruction mesuré par la moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation, le produit intérieur brut) de la RDC se situe à 0,481 ; ce qui le place au 180<sup>ème</sup> du rang mondial parmi 193 pays, dans la catégorie de « développement humain ».

A l'instar de la majorité des pays pauvres, la majorité de la population congolaise vit en milieu rural. L'agriculture est la principale activité exercée par les paysans et demeure la source de revenu des paysans de la RDC en général et du territoire de Bulungu en particulier. Cette activité se pratique de façon rudimentaire et le rendement par surface cultivée est très faible. Cette situation maintient les paysans dans un état de précarité indescriptible.

Notre travail est porté essentiellement sur le Territoire de Bulungu dans la mesure où un nombre important des projets ont été initiés par le Ministère d'Agriculture et Développement Rural en vue d'améliorer les conditions de vie du monde rural.

Pour améliorer leurs conditions de vie, plusieurs projets initiés par le Ministère de l'Agriculture et Développement Rural furent mis en place dans cette entité, entre autres CODAIK, PROCAR et PARSAR qui ont retenu notre attention.

Arrivés à l'échéance de leurs activités depuis quelques années, nous nous sommes intéressées à cadrer notre travail scientifique sur ces trois projets pour approfondir l'évaluation ex-post de chacun d'eux en vue d'en extraire leur impact sur les bénéficiaires par rapport aux problèmes du départ. D'où la nécessité d'aborder cette problématique.

L'essentiel de tout travail scientifique est de pouvoir exprimer au départ la préoccupation voire l'objet de la recherche. Il s'agit de l'ensemble des problèmes qui se posent à un milieu donné et qu'un individu en fait un sujet de recherche jusqu'à y proposer des pistes des solutions. C'est ça qu'on appelle problématique. Et TURNER T. (1987) la définit comme étant « la formation d'un problème susceptible à l'investigation scientifique débouchant sur une série d'interrogations qui constituent l'inquiétude ou le questionnement fondamental du chercheur sur une situation donnée qui le préoccupe ».

Le problème que nous voulons débattre selon notre cas, c'est l'étude ou l'analyse des faits après le passage des quelques projets de développement qui se sont implantés dans la ville de Kikwit depuis quelques décennies, desservant le milieu rural dans quelques Secteurs du Territoire de BULUNGU. Notre préoccupation est d'estimer leur impact dans cet espace surtout du point de vue socio-économique.

Notre problématique repose sur la qualité de vie que mènent les populations du Territoire de BULUNGU, bénéficiaires des activités de ces projets, en rapport avec les différentes formations et assistances reçues en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Cette recherche s'articule autour des objectifs suivants :

**Objectif général :** analyser les résultats et les impacts de ces projets après leurs réalisations et dégager la pérennisation de leurs activités sur l'amélioration des conditions de vie de la population rurale du territoire.

### Objectifs spécifiques :

- Ressortir les problèmes épineux qui ont milité à la mise en œuvre de ces projets dans ce milieu ;
- Apprécier le niveau d'atteinte des objectifs des projets de développement pour
- 
- permettre de rendre compte des réalisations des projets depuis leur mise en œuvre jusqu'à leur
- achèvement ;

- Mesurer l'impact, les retombés des activités et des principaux changements constatés dans les zones d'intervention en général et dans les communautés villageoises en particulier ;
- Constaté la pérennité des activités mises en œuvre par les projets et acquérir le niveau de performance dans les conditions de vie des bénéficiaires des projets.

## 2. Milieu et méthodes

### 2.1. Milieu

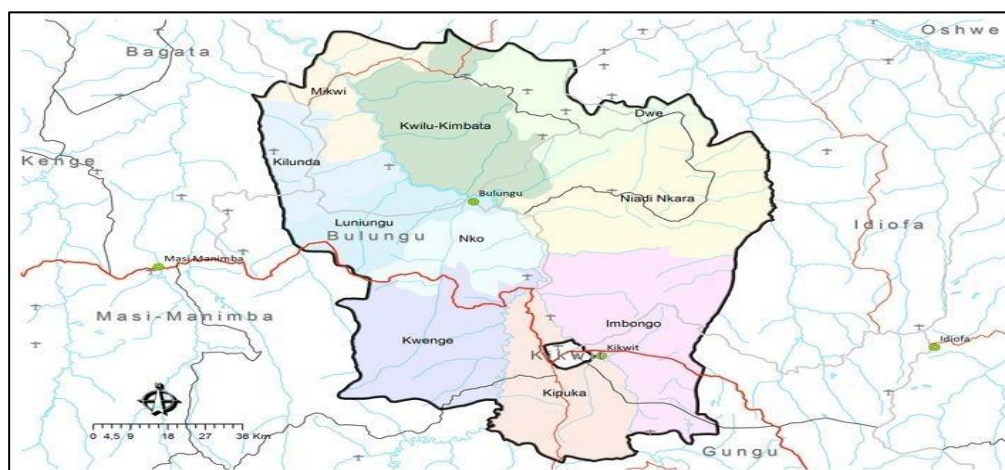
Bulungu notre milieu d'étude, s'inscrit approximativement entre les méridiens 18°07' et 19°15' de longitude Est de Greenwich et les parallèles 3°58' et 5°25' de latitude Sud. Elle s'étend sur une superficie d'environ 13.404km<sup>2</sup> et couvre tout le Territoire du même nom, avec une densité de 94hab./km<sup>2</sup>.

La ville de Bulungu comme chef-lieu du territoire, est située sur la rive gauche de la rivière Kwilu.

Le territoire de Bulungu est l'un des cinq territoires de la Province du Kwilu dont Bagata, Bulungu, Idiofa, Gungu et Masi-Manimba.

Il est limité :

- Au Nord par le territoire de Bagata ;
- Au Sud par le territoire de Gungu ;
- A l'Est par le territoire d'Idiofa et
- A l'Ouest par le territoire de Masi-Manimba.



**Fig. 1 : carte du territoire de Bulungu**

### 2.2. Méthode

#### 2.2.1. Matériel

Le matériel utilisé dans nos recherches se compose principalement des archives de nos projets d'étude ainsi que des ouvrages pour notre recherche documentaire.

#### 2.2.2. Méthodes

Pour atteindre les objectifs nous assignés à cette étude ; nous avons recouru aux méthodes ci-après :

- Méthode descriptive, car nous avons pensé qu'il était nécessaire de décrire et présenter le milieu d'étude (Territoire de Bulungu) ainsi que les projets même qui font l'objet de notre étude (CODAIK, PROCAR, PARSAR), de manière à comprendre le fait de l'implantation de ces projets dans ce milieu ;

- Méthode historique, nous nous sommes intéressées à emprunter cette méthode pour nous permettre de connaître la genèse de chaque projet, l'évolution de la technique de mise en œuvre des

activités et leur aboutissement ;

- Méthode comparative, pour étudier la relation entre les projets et comparer la situation sociale d'avant et d'après projets dans le territoire de Bulungu. Notre étude a consisté aussi à comprendre les stratégies utilisées par chaque projet à résoudre le problème identifié vers une solution adéquate ;

- Méthode dialectique, qui nous a permis d'analyser la situation de départ dans quelques sites d'investigation des projets, et dégager une tentative d'explication des faits pour déboucher à une conclusion considérée comme constat de changement vers le progrès ;

Nous avons été appuyés par des techniques suivantes :

- Technique documentaire : les techniques de recherche documentaire portent sur l'exploitation de documents pour obtenir les informations nécessaires au travail de recherche. Ici, nous avons parcouru des Bibliothèques à la recherche des ouvrages pouvant nous offrir des informations similaires à notre requête ;
- Technique d'observation directe : dans ce cadre, l'observation a consisté à un passage sur l'environnement physique, sur les activités réalisées et nous avons listé quelques effets laissés par les projets, qui sont encore opérationnels ou abandonnés par la population.

Là-dessus, nous avons procédé par :

- A) **L'interview** : nous avons utilisé cette technique devant les personnes ressources bien identifiées rencontrées sur les sites et qui ont exercé quelques fonctions dans différents secteurs des projets et quelques bénéficiaires, afin de palper du doigt les informations pertinentes et fiables quant à notre requête, pour plus d'éclaircissement ;
  - B) **L'enquête** : nous avons effectué l'enquête selon les informations à notre possession, émanant de la documentation ou de l'interview, pour vérifier la véracité des faits. Cela nous a conduits à élaborer un questionnaire que nous avons adressé aux fonctionnaires ayant travaillé aux projets, aux agri-multiplicateurs et aux bénéficiaires en vue de connaître leurs réactions face aux résultats et l'atteinte des objectifs.
- La technique d'entrevue semi-directive est une méthode de collecte de données largement utilisée dans les recherches qualitatives, comme c'est le cas pour notre étude. Elle est une combinaison des questions ouvertes et des questions plus structurées à poser aux interviewés. Elle permet au chercheur (l'intervieweur) de guider la conversation tout en laissant aux interviewés la liberté d'expression pour élargir leurs idées et expériences.
  - Le focus groupe étant une méthode de recherche qualitative qui consiste à réunir un groupe restreint de participants pour puiser des informations approfondies sur un sujet donné, il était tout simplement utilisé en complément d'autres méthodes, pour une analyse plus complète, par suite des interactions dynamiques entre les participants, et pour plus de flexibilité de sondage auprès des membres imprévus.

### 3. Résultats

#### 3.1. Analyse des résultats de l'évaluation ex-post de CODAIK

Ceci ne concerne que le territoire de Bulungu, bien que la CODAIK était un projet de développement ayant œuvré en faveur des Sous-Régions de Kwango – Kwilu, actuellement des Provinces. L'évaluation ex-post dans ce cas s'est bornée essentiellement dans la Province du Kwilu et précisément dans le territoire de Bulungu.

Il sera question d'analyser en quelle mesure les activités de CODAIK ont été efficaces par rapport à ses objectifs, quel impact sur la vie sociale des bénéficiaires, considérer la viabilité et ou la pérennité des effets et ensuite la perception du projet par les bénéficiaires eux-mêmes.

- **Efficacité des activités de CODAIK**

D'après MUHUNGA Y. (2013), « L'efficacité est le degré de réalisation des objectifs d'un

projet qui s'apprécie par comparaison entre le résultat obtenu (produits, effets directs, impact) et les résultats attendus tant du point de vue quantitatif que qualitatif. »

Ainsi, partant des objectifs de CODAIK ciblés ci-haut, et surtout du problème du départ que celle-ci voudrait résoudre, celui de la baisse de productivité agricole occasionnant une crise alimentaire suivie d'ennuis sanitaires, la CODAIK dans son plan d'action, a réussi à mettre en place ce qui était planifié :

- Création d'un Centre de Recherche Adaptée (CRA) des semences importées, avant leur mise en terre définitive pour la multiplication ; ce Centre a été opérationnel à Kikongo-Tango, à côté du Secteur KIPUKA.
- Création d'un Centre de Multiplication (CM) des semences améliorées pour les distribuer dans des pépinières devant permettre la dissémination des semences à travers les zones nécessiteuses du territoire : ce Centre a fonctionné à Kikongo-Tango / Secteur KIPUKA.
- L'ouverture des Périmètres d'Action Intensive (PAI) destinés à la sensibilisation et vulgarisation des semences des cultures améliorées auprès de la masse paysanne ; il y en a eu un à NKO / Secteur NKO.

Dans le P.A.I. NKO, l'appui en pisciculture a porté beaucoup d'effets positifs, à tel point que toute la contrée est réputée spécialiste et compte beaucoup de villages qui pratiquent la pisciculture.

Retenons en passant que la pisciculture, une pratique de plus en plus essentielle dans le secteur agricole, offre des nombreux avantages dans ce sens qu'elle permet de diversifier les sources de revenus, de répondre à la demande croissante des produits aquatiques et de contribuer à la sécurité alimentaire.

Les réalisations de ce plan d'action compte tenu des objectifs assignés et ce que nous avons vécu sur terrain lors de nos investigations témoignent à suffisance de l'efficacité des activités du Projet CODAIK dans le territoire de Bulungu, surtout dans son rayon d'action.

Pour assurer l'augmentation de la productivité et dans sa stratégie de parsemer les CRA, CM et PAI, CODAIK a opté pour la formation des agents de cadre et des paysans eux-mêmes dans des domaines qu'elle avait choisis pour faire face au goulot d'étranglement qui sévissait dans la contrée.

Et pour maîtriser la crise alimentaire afin de bouter la malnutrition et la sous-alimentation, CODAIK a appuyé des centres piscicoles et des Eleveurs des gros bétails en intrants et formation pour améliorer la production et permettre de varier des denrées alimentaires dans l'alimentation en vue de gagner en éléments protéinés-calorifiques et vitaminés. Nous allons l'entendre dans les témoignages des bénéficiaires avec images à l'appui.

A titre d'exemple dans le P.A.I. NKO, un enquête réagit de cette manière : « Dans le domaine vétérinaire à travers le Secteur Nko, avant la CODAIK, nous avons connu assez de mortalités des bêtes à cause de manque des produits vétérinaires, manque des techniciens qualifiés dans le domaine, manque d'encadrement des éleveurs... Avec l'implantation de la CODAIK, projet à vocation Agro-pastorale à NKO en 1982 et installé dans différents sites, organisant les associations des éleveurs dans des villages, construction des couloirs de contention dans les Kraals et les produits pour le traitement des bêtes (gros et petits bétails). Rendement : bon résultat, augmentation des têtes de Bovins et Caprins. »

#### **Illustration :**

1982 : 769 têtes bovines, 48 éleveurs

1986 : 1853 têtes bovines, 8 Associations des éleveurs

1988 : 3099 têtes bovines. Pour ne citer que ce cas dans P.A.I. NKO, qui prouve l'efficacité du Projet CODAIK

#### **• Impact sur le développement intégré**

Le développement intégré est celui qui tient compte de tous les aspects de la vie humaine en vue de la promotion sociale, et l'impact serait la réaction visible du vécu des populations en rapport avec les activités du développement réalisées.

A cet effet, nous nous sommes rendu compte que toutes les réalisations des activités de la CODAIK ont porté l'impact considérable sur les populations bénéficiaires, en ce sens que la création des infrastructures ainsi que l'appui des infrastructures déjà existantes a permis des emplois, a réduit le chômage et la pauvreté, a réduit l'exode rurale, a augmenté les revenus des ménages et soutenu ainsi le tissu économique du territoire. Elle a su répondre à la préoccupation du Gouvernement qui était celle



d'apporter des solutions adéquates à tous les aspects des problèmes qui se posaient dans ce milieu.

Jusqu'à nos jours, il y a des traces des acquis de la CODAIK : persistance de la variété de maïs blanc (Kasaï 1 et 2) appelé communément « CODAIK », de manioc F100, d'arachide JL24, de niébé, de patate douce... cultivés dans la plupart des villages du territoire de Bulungu dans l'aire d'action du Projet et même ailleurs.

A juste titre, les Centres de recherche adaptative initiés par CODAIK à l'époque, sont perpétués à nos jours d'une façon ou d'une autre par des structures étatiques (INERA, SENASEM) et par des structures universitaires qui sont plongées dans des recherches agronomiques.

La pratique actuelle des marchés ambulants des villageois qui se tiennent d'un site à un autre, est un héritage du système des marchés autogérés encouragés par la CODAIK à l'époque. C'est un système qui contribue sans doute à augmenter les petites économies des paysans et assurer leurs revenus.

- **viabilité / pérennité de l'action CODAIK**



Fig. 2 : Maïs projet CODAIK



Fig. 3 : Manioc projet CODAIK

Pour ce qui concerne la viabilité et pérennité de l'action CODAIK, un Agronome de Secteur NKO, qui a travaillé comme Moniteur agricole pendant la mise en œuvre du Projet CODAIK fait ce commentaire :

Au début de la CODAIK dans les années 1980, elle nous a apporté les variétés de cultures suivantes :

- **Manioc** : la variété F100, F162 ; cette variété a été applicable avec la méthode d'enfouissement d'herbe (billonnage). Cette méthode a été adoptée pendant les premières années et par la suite elle a été abandonnée par les paysans puisque ce travail était pénible et que la récolte se suivait après six mois avec le système de tout déraciner ; mais quelques villages ont conservé cette variété qui est encore cultivée à nos jours ;
- **Maïs** : variété KASAÏ I et BDD I, facilement adoptée par les paysans jusqu'à nos jours, malgré la dégénérescence, elles ont combattu les variétés locales. Dans notre Secteur, les variétés cultivées et préférées sont celles citées ci-haut. Leur rendement est plus de 65 à 70% ;
- **Arachide** : CODAIK a vulgarisé la variété JL24 qui est actuellement cultivée en sélection avec des variétés locales.

Par ailleurs, les propos suivants ont été recueillis auprès de la population lors d'un entretien en Focus-groupe, répondant à nos questions du genre de :

Que connaissez-vous de la CODAIK ? – Qu'est-ce qui marque le passage de CODAIK actuellement dans votre milieu ?

**Réactions :**

Oui, nous connaissons CODAIK comme un projet qui nous a apporté beaucoup de bienfaits dans notre milieu. Nous étions visités par une délégation de l'Allemagne en 1984 dans notre champ de démonstration qui était implanté ici chez nous par la CODAIK. Elle nous a apporté des nouvelles variétés de manioc F100, F160, F150 et nous avons eu beaucoup de rendement, et la CODAIK nous a aidés pour l'évacuation.

Dans le cadre de l'environnement, ils nous ont apporté des arbres de protection contre le vent violent,

tels l'acacia et l'eucalyptus que nous avons plantés dans les espaces vides, dont quelques arbres sont encore visibles au Chef-lieu du Secteur.

Dans le cadre piscicole : ils nous ont apporté la variété de Tilapia Nilotica qui s'est reproduit en abondance et qui amélioré la situation alimentaire de la contrée. Et jusqu'à nos jours, nous continuons cet élevage qui nous soutient dans nos ménages. Actuellement, nous avons l'effectif de 200 pisciculteurs et 70 ménages, avec 1.520 étangs qui couvrent une superficie de 532 Ha et dont la production s'élève à peu près à 638,4T prêt à la commercialisation et la consommation locale.

Toujours dans le cadre piscicole, le Chef d'Antenne de Pêche et Elevage déclare : Malgré le départ de la CODAIK, la population villageoise de notre entité continue à vivre de la pisciculture grâce aux notions acquises de ce Projet. – L'absence d'encadrement dans ce domaine piscicole a rabaissé la production des poissons sur le marché, mais les pisciculteurs multiplient leurs efforts personnels aux étangs qui, après vidange la population bénéficie l'économie familiale et la consommation humaine en poissons par rapport à la viande.

Dans le cadre institutionnel et réhabilitation des infrastructures, nous avons la construction de quelques maisons dans le chef-lieu de Secteur NKO qui sont l'œuvre de la CODAIK.

### • Perception du projet par les bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet CODAIK ont fait les déclarations suivantes, d'après leur perception pour marquer leur satisfaction aux activités du projet :

- CODAIK a beaucoup travaillé dans notre contrée (NKO – KWENGE) et nous reconnaissons les bienfaits de ses activités. Ses objectifs ont été atteints à court terme ;
- Sur le plan environnemental, la vie est revenue à base de la production agricole et piscicole qui a augmenté la rentabilité grâce à la formation reçue de CODAIK ; nous conservons encore des espèces d'arbres fruitiers qui produisent des fruits (oranges, mandarines, pamplemousses, etc.) que nous vendons et cela nous procure des revenus ;
- Nko est devenue un pool de développement et attire la population environnante, Nko rayonne d'innovations, construction des bâtiments scolaires ;
- CODAIK a motivé les Comités Locaux d'Entretien des Routes (CLER) à exécuter leurs tâches au profit des producteurs pour l'évacuation de leurs produits ; ils ont bénéficié de l'appui financier de la CODAIK ; ces CLER ont été créés dans le but de pérenniser les activités de développement ; nous avons CLER SONGO, CLER LANGA, CLER NKO en collaboration avec les Comités Villageois de Développement (CVD) tels CVD KIYUKA, Kinzamba, Musuku, Kunga, Mbonga-Masoka...
- Suite au manque des aliments nutritifs auprès de la population et qui causait surtout le Kwashiorkor (kibuba) aux enfants, CODAIK a appuyé la pisciculture et l'élevage qui existent encore dans la contrée de NKO ;
- Nous, agents piscicoles, par le financement de la CODAIK, auprès de l'Association de nommée CODENKO, Coopérative du Développement de NKO, avec Siège à LOWA, avons construit 9 étangs de 5 ares/étang au départ, après 6 mois, nous avons récolté 125Kg de poissons donc 25Kg/ares, et après là, nous étions obligés d'encadrer d'autres pisciculteurs dans P.A.I. NKO.

Dans le même contexte, le rapport de l'Agronome de Secteur nous renseigne ce qui suit : « Vers l'année 1980, la crise alimentaire fait rage à travers le Secteur. La CODAIK s'est impliqué dans le but de résoudre le problème de cette crise alimentaire avec des méthodes culturelles des variétés améliorées d'Arachides JL24, Manioc F100.

Résultat avec preuve :

- 1) Augmentation de rendement en produits agricoles ;
  - 2) Eradiquer les maladies (ex. mosaïque) pour la culture de manioc ;
  - 3) Impact positif sur le plan socioéconomique des paysans et ménages agricoles : - achat et vente des produits agricoles sur les marchés locaux par Kg et à un prix officiel sous contrôle de l'Etat ;
- La réhabilitation des routes de desserte agricole a donné accès aux usagers de transport pour évacuer les produits agricoles vers les Centres Villes ;
  - Dotation des outillages agricoles et piscicoles (houes, machettes, bèches, bottes, brouettes, haches, râtaux, alevins...) filets à pêche, en cas de vidange des étangs.

N.B. : au vu de toutes nos déclarations et rapport de l'Agronome, nous attestons que l'apport du

projet CODAIK a été objectif même après son départ, mais quelques sites ont abandonné les activités par manque d'encadrement.

Toutes ces réactions sont l'objet de nos enquêtes, cherchant à savoir auprès de la population dans quelques sites du projet (Nko Secteur, Kunga, Mbanza), avec des questions suivantes :

1. Qu'est-ce que le projet CODAIK a réalisé exactement sur terrain et qui était bénéfique pour vous ?
2. Aujourd'hui encore y-a-t-il des traces des activités de CODAIK chez vous ?

En effet, avec toute objectivité et sans parti pris, nous avons découvert que le P.A.I./NKO a été suffisamment desservi comme centre d'activités intensives de CODAIK. Eu égard à sa position géographique se situant presque au centre du Territoire de Bulungu, le Secteur NKO a rayonné en matière de développement intégré et des Agronomes, des Pisciculteurs et Eleveurs formés par CODAIK en ce milieu ont eu à répandre leurs actions à encadrer les paysans des autres Secteurs environnants.

Ainsi, les habitants de ce Secteur approvisionnent de leurs produits (manioc, poissons...) les marchés ruraux autogérés qui se tiennent aux alentours des limites frontalières de Secteur NKO, cas de marché de Kasayi-Prince, Kipwala, Bulungu-Cité...

### 3.2. Analyse des résultats de l'évaluation ex-post du projet PROCAR

Le résultat d'un projet est l'ensemble des produits (output) que ce projet a permis d'atteindre. Il exprime l'atteinte première des réalisations physique, c'est-à-dire ce qui marque la visibilité et la viabilité des activités du projet. Par exemple le niveau de satisfaction atteinte par des bénéficiaires grâce à la construction des entrepôts qui abritent leurs produits agricoles.

#### • Efficacité des activités de PROCAR

A en croire LEGROS Albert, (2011), « l'efficacité détermine la mesure dans laquelle un programme atteint ses objectifs et si ses résultats bénéficient bien aux populations et groupes cibles. »

Cela étant, les résultats de PROCAR ont été appréciés par rapport à la mise en œuvre de ses activités dans ses différents sites. Selon les objectifs du départ, PROCAR s'était préoccupé d'améliorer la productivité agricole et accroître les revenus des ménages dans le but de combattre et réduire la prévalence de la malnutrition et sous-alimentation très prononcées dans la région.

Ainsi, dans sa composante de l'accompagnement technique et encadrement continu des populations bénéficiaires par des réunions, des formations technique, des journées de sensibilisation sur l'éducation nutritionnelle, des champs écoles paysans (CEP), les Agri-multiplicateurs et Associations structurées et fonctionnelles encadrés par PADR, CAL/Lusekele et CEAE/Ekubi ont été effectivement assurés, sauf la sensibilisation sur l'éducation nutritionnelle qui n'a pas rencontré beaucoup de succès dans sa réalisation, car nulle part nous avons senti la présence d'un centre nutritionnel initié ou appuyé par PROCAR.

Tandis que pour les champs écoles paysans, nous en avons repéré quelques-uns dans notre parcours, ainsi que des Agri-multiplicateurs qui continuent encore à pratiquer les activités (production, multiplication et vulgarisation des semences) qu'ils vendent auprès des structures appropriées (INERA, SENASEM...) au profit des agriculteurs.

Vers l'axe de Kwenge – Belemiese – Lusekele, les populations prétendent que PROCAR n'a été efficace que dans la commercialisation des produits agricoles avec des véhicules qu'il avait disposé pour l'évacuation des produits des paysans vers les marchés des consommateurs. Quant aux autres activités, l'intervention du Projet n'a pas eu d'impact, c'est-à-dire pas d'infrastructures, pas d'Associations ou structures d'accompagnement ni sensibilisation de la part du PROCAR.

De ce côté, il y a lieu de conclure que l'efficacité du Projet était moindre, surtout du fait de ne pas réaliser les journées de sensibilisation sur l'éducation nutritionnelle auprès des Associations féminines afin d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques indispensables pour maîtriser la sécurité alimentaire et réduire le taux de malnutrition et sous-alimentation, alors que cela constitue un de ses objectifs.

#### • Impact sur le développement intégré



L'impact de PROCAR est mesuré par rapport aux réalisations et résultats des activités des ONG que ce Projet a appuyées, à savoir CEAE/EKUBI dans le Secteur NKARA et CAL/LUSEKELE dans les Secteurs KILUNDA, KWILU-KIMBATA, LUNIUNGU, MIKWI et DUE.

L'action de la CEAE a un impact direct sur les 313 ménages résidant à EKUBI, soit une population totale de 1.906 personnes (hommes, femmes et enfants). L'extension de la CEAE dans les localités environnantes d'EKUBI a permis à la CEAE d'atteindre 862 ménages, soit une population de 5.173 habitants.

Cet impact est visible aujourd'hui selon les efforts que déploie la CEAE dans les différents secteurs de ses activités telles que Santé, Elevage, Agriculture, Artisanat, Commercialisation et Transformation.

Quant au Centre Agricole de Lusekele (CAL/LUSEKELE), étant donné l'état de la dégradation des sols, l'accent de l'action PROCAR a été mis sur le reboisement, le danger de feux de brousses, la protection de la forêt et l'avantage de l'utilisation des nouvelles variétés par rapport aux variétés locales.

Dans le rayon où le CAL a exercé ses activités, la vulgarisation des nouvelles techniques culturales et des semences améliorées avait pris de l'essor considérable, à tel point que plusieurs ménages de cette contrée pratiquent davantage l'agriculture avec la culture de manioc F100 comme souche de PROCAR, et le maraîchage dont les produits sont commercialisés dans le rayon de Bulungu, Vanga ainsi que dans les marchés ruraux.



**Fig. 4 : Marché construit par PROCAR**

#### • Perception du projet par les bénéficiaires

A Ekubi/Nkara, voici ce que la population a retenu et reconnaît de l'action PROCAR, par l'assistance à la CEAE qui est leur point de repère pour leur développement.

A la question de savoir : « comment avez-vous apprécié le passage du projet PROCAR dans votre milieu ? », une liste de bienfaits accordés par PROCAR à la CEAE/NKARA que voici ci-dessous nous a été tendue :

Assistance PROCAR à la Coopérative d'élevage, agriculture et artisanale d'Ekubi :

- Elevage de gros bétail et petit bétail ;
- 7 champs de multiplication des cultures telles que : Riz R66, Arachide JL24, Maïs IKENE, Manioc F100 ;
- Formation des paysans en matière de l'agriculture et d'élevage (hommes et femmes) ;
- Installation des machines de transformation des produits agricoles (moulins à manioc et maïs, décortiqueuses à riz et à café) et leurs pièces de rechange ;
- Achat trois moteurs dong-feng et pièces de rechange ;

- Achat deux cents tôles de 3m pour entretien et réparation de dépôts de stockage ;
- Subvention du Centre de Santé en produits pharmaceutique et matériels opératoires et autres ;
- Ouverture d'un compte bancaire à Kikwit pour la CEAE.

Les paysans bénéficiaires reconnaissent qu'à travers l'ONG CEAE appuyée par le Projet PROCAR, leurs intérêts ont été manifestes en ce sens que grâce à ces actions énumérées ci-haut, l'économie des ménages agricoles se trouve soutenue et entraîne l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

Par ailleurs, nous avons visité les entrepôts de PROCAR à Kasayi-Prince et nous y avons trouvé des containers, un hangar et un marché construits par PROCAR.

Nous avons tenu un entretien en focus-groupe tour à tour avec les habitants de la place et les marchands en vue d'obtenir leurs avis sur l'action PROCAR dans leur milieu.

Nous avons formulé des questions ouvertes pour accorder la liberté d'expression à nos enquêtés en vue de nous permettre d'avoir des informations fiables dont nous avons besoin.

1. Avez-vous reçu quelques projets de développement dans votre milieu ? lesquels ? R/ Oui, comme RPOCAR, PADIR, PPAKIN...
2. Quelle est la réalisation de PROCAR ? R/ Construction d'un bâtiment entrepôt des produits agricoles, un hangar durable construit en poteaux métalliques qui abrite les marchands et passagers contre les intempéries, un marché initié par PROCAR, mais que PADIR a achevé la construction.
3. Comment tirez-vous profit de toutes ces infrastructures ? R/ Les paysans sont des producteurs qui vendent leurs produits aux commerçants qui viennent les déposer avant leur évacuation vers la ville (Kinshasa ou Kikwit), ou les paysans ou les fermiers déposent leurs produits avant la vente ;
4. Quel autre apport de PROCAR reconnaissez-vous comme bienfait dans votre milieu ? R/ PROCAR avait mis deux véhicules à la disposition des paysans / fermiers pour l'évacuation de leurs produits vers le dépôt à Kasayi-Prince moyennant les frais de transport, pour la commercialisation. PROCAR était utile dans notre contrée pour la commercialisation des produits agricoles.
5. Quels autres programmes de PROCAR ? R/ Les autres programmes avaient été arrêtés suite aux pillages de 1992 qui ont fait fuir les Responsables avec des engins qui serviraient pour l'entretien des routes de desserte agricoles et faciliteraient la circulation facile des véhicules pour l'évacuation des produits agricoles.

Bref, nous avons connu, ajoutent-ils, un avantage socioéconomique où la circulation de monnaie facile, pas de crise économique à l'époque de PROCAR, donc une visibilité dans l'amélioration des conditions de vie.

Du côté de Lusekele, nous avons obtenu des impressions suivantes de la part de bénéficiaires : PROCAR nous a enrichis en semences améliorées et formation en nouvelles techniques culturales qui ont fait de nous des grands producteurs en produits agricoles et maraichers, et nous fournissons des marchés ruraux de notre contrée ainsi que des centres périurbains ; cela nous aide à accroître nos petites économies de ménages. Nous avons bénéficié d'un véhicule de transport pour l'évacuation et commercialisation des produits agricoles, des intrants agricoles reçus nous ont été très bénéfiques, une décortiqueuse, machines de transformation des produits agricoles... Le véhicule nous était aussi d'une grande utilité dans la mesure où il nous amenait des produits manufacturés lors de l'organisation des marchés ruraux, pour la satisfaction des autres besoins (habillement, scolarité, alimentation ...)

**Tableau 1 : Répartition des interventions du PROCAR par Collectivité et par Organisation bénéficiaire :**

Activités	Collectivités	Organisations
Vulgarisation/Formation	Mikwi	CAL
Vulgarisation/Formation	Kwilu-Kimbata	CAL
Vulgarisation/Formation	Luniungu	CAL
Vulgarisation/Formation	Kilunda	CAL
Vulgarisation/Formation	DWE	CAL
Vulgarisation/Commercialisation/Transformation	NKARA	CEAE

**Source :** Rapport annuel 1989/PROCAR

**Commentaire :** il est visible de constater dans ce tableau que les collectivités du Nord du Territoire ont le plus bénéficié des interventions du Projet PROCAR, tandis que NKARA à l'Est semble être la seule collectivité du PROCAR. Qu'à cela ne tienne, les fruits de leurs activités ont pris de l'expansion et ont connu des effets positifs aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone du Projet.

Par ailleurs, il nous a été mis sous l'oreille que le Projet PROCAR n'a pas atteint son temps d'échéance, c'est-à-dire n'a pas accomplie la durée de son fonctionnement.

Suite aux événements de pillage qu'a connu le Pays en 1991 – 1992, le Projet a fermé ses postes et beaucoup d'engins, des matériels d'équipement de travail ont été emportés par les Responsables du Projet. Ce qui a fait que nous n'avons pas rencontré lors de nos recherches, un document sur le Rapport d'achèvement du Projet et cela a constitué notre difficulté pour palper les résultats finaux du Projet, hormis ce que nous avons récolté dans quelques rapports annuels rencontrés de façon sporadique.

### **3.3. Analyse des résultats de l'évaluation ex-post du projet PARSAR**

- **Efficacité des activités de PARSAR**

Le territoire de Bulungu comme présenté dans la carte de zone d'activités du Projet a eu le privilège de bénéficier dans toute l'étendue l'appui à 90% de l'action PARSAR. Nous l'avons remarqué à travers ses réalisations compte tenu de la mise en application de ses composantes dont l'appui institutionnel et renforcement des capacités par les formations assurées aux paysans, appui à la production agricole par l'augmentation de la productivité et la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques de base telle que démontrée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : composante infrastructures rurales/PARSAR

I. PISTES				II. OUVRAGES D'ART			III. MARCHE COMMUNAUTAIRE				IV. ENTREPOTS				V. LATRINES			
Axes-Routiers	Km	Intervention	% de viabilité	O.A.	Intervention	% de viabilité	Localisation	Marché	Intervention	% de viabilité	Localisation	Marché	Intervention	%	Localisation	Marché	Intervention	%
Kimbinga-INERAKI	38,7	Réhabilitation	49,36	Dalot Lwen Pont Ibula	Construction "	50 50	Lusanga PLC	Lusanga	Construction	35	Kianga	Kianga	Construction	55	Port Pindi	Pindi	Construction	45
Masesi-port PINDI	22,55	Réhabilitation	46,50	Pont kalunga Double Dalot Manzundu	Construction "	60 40	Vanga	Kimbulu	Construction	60	Nko	Kunga	Construction	55	Vanga	Kimbulu	Construction	47
Imbongo-Yassa Miwunu	44,400	Réhabilitation	52,22	12 Dalots DALLE Surmebsible	Construction "	50 35	Sala	Sala-Centre	Construction	65	Port Pindi	Pindi	Construction	70	Lusanga	Lusanga	Construction	40
Bifur Merci Landa KIDZWEM	100	Réhabilitation	53,7	Pont Louis Pont Lubidji Pont Mukion Pont Luzubi Pont Lubasu Pont Muluma	Réhabilitation " " " " "	60 55 60 85 55 60	Dwe	Ambura-Paris	Construction	60	Bulungu	Kiyaka centre	Construction	45	Dwe	Ambura-Paris	Construction	45
Ambura Fumunzoko Eyana Mpene- Bifur Pindi-Nkara	28,15	Réhabilitation	58	Pont Lukwa Dalot Kimbeyi	Construction "	45 40					Dwe	Eto	Construction	60	Sala	Sala centre	Construction	45
											Kimbinga	Nkata Busongo	Construction	65				
											Imbongo	Nsimulungu	Construction	60				
Total	234,80		52			53				55				58,6				44,4



Les données ont été puisées dans les différents tableaux des rapports du projet dans sa composante « Réhabilitation et construction des Infrastructures socio-économiques de base. »

En plus des infrastructures indiquées dans le tableau ci-dessus, le PARSAR a construit également les locaux de démonstration situés précisément à :

- NDUNGA / KIANGA
- NSIMULUNGU / IMBONGO
- NKATA-BUSONGO / KIMBINGA
- KIYAKA / BULUNGU
- ETO / DWE
- KUNGA / NKO.

#### **• Impact sur le développement intégré**

En définitive, l'impact d'un projet de développement sur le développement intégré en milieu rural peut être analysé sous plusieurs aspects caractérisant les changements dans la vie sociale des individus ou soit en rapport avec l'environnement.

Ces aspects peuvent être basés soit sur l'économie locale en considérant la création des emplois et l'accès aux marchés vu l'amélioration des infrastructures ; soit sur l'éducation et formation en vue de renforcement des compétences (capacités) et des pratiques durables et innovantes, notamment en agriculture ; soit sur la santé et bien-être au regard de l'accès aux soins et promotion de la sécurité alimentaire par des pratiques agricoles durables ; soit sur l'environnement avec des pratiques de préservation des écosystèmes locaux et sensibilisation et adaptation aux impacts du changement climatique ; soit sur la cohésion sociale avec la participation communautaire, tenant compte de l'égalité des genres.

Cependant, l'impact des activités du projet sur ces aspects peut être soit positif soit négatif, au vu des résultats obtenus.

Après étude approfondie sur les réalisations de PARSAR, ce dernier reste au demeurant un projet qui a été fidèle et ponctuel dans l'accomplissement de ses objectifs tant global que sectoriel.

L'intervention physique dans l'environnement sur la réhabilitation des voies de desserte agricole rurale sur des axes existants, l'équipement et la redynamisation d'autres infrastructures ont facilité la circulation de monnaie, le transport des produits agricoles vers les marchés contribuant à l'accroissement des rendements et à l'augmentation de la productivité et portent un impact positif sur la qualité de la vie des bénéficiaires du projet. Cette intervention a offert aux populations locales une multitude de bénéfices : accès plus facile aux marchés ruraux permanents et non permanents, aux services de santé et d'éducation, l'approvisionnement en eau potable, amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement.

Sur le plan financier, l'accroissement de la production agricole et la relance de la commercialisation ont apporté les principaux avantages sociaux aux populations locales, tels que l'accroissement des revenus entre 60 et 100%, construction des infrastructures de commercialisation, notamment marchés et entrepôts (pour conservation et stockage des produits), création des emplois qui ont contribué à l'amélioration des revenus des paysans et diminution de l'exode rural.

#### **Contraintes :**

Quelques années après le départ du PARSAR, tous les pistes réhabilités et aménagés ont subi rapidement de dégradation suite aux pluies abondantes qui entraînent des érosions et causent des trous sur le parcours.

#### **Cause :**

Manque d'un mécanisme durable de suivi de la part du Gouvernement tant national que provincial

en ce qui concerne l'entretien des pistes réhabilités et la prise en charge de CLER. Ce qui a empêché la durabilité et la pérennisation de beau travail de Projet PARSAR.

- **Viabilité / pérennité du projet PARSAR**

La viabilité d'un projet de développement se réfère à sa capacité à réussir à long terme, tant sur le plan économique que social et environnemental.

Elle est fonction d'analyse de marché, de modèle économique, de l'impact social compte tenu des bénéfices communautaires générés par le projet par rapport à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires.

Par ailleurs, la durabilité des actions du Projet est garantie par le principe de l'appropriation des réalisations du Projet par les bénéficiaires et la responsabilisation des organisations des producteurs, des associations villageoises de gestion des infrastructures rurales, les groupements de promotion féminine et l'implications des opérateurs privés.

Du fait que la viabilité d'un projet implique la possibilité que les effets positifs perdurent après l'arrêt du Projet, ce que les entrepôts, les ouvrages d'art, les marchés communautaires et quelques latrines construits par le Projet PARSAR et qui continuent à fonctionner dans le milieu rural à travers le territoire sont tant d'effets qui marquent la viabilité et pérennité de ce projet.

En vue de la pérennisation des acquis du Projet, les Opérateurs techniques (socio-organisateur et point focal) formés par le Projet étaient pris en charge par les OSV. Ils devraient continuer leurs actions après le projet. C'est le cas de l'OSV CORIDEK de NKATABUSONGO/IMBONGO, parmi tant d'autres.

Après avoir visité quelques sites d'exploitation du Projet tel que Nkatabusongo/Kimbinga lors de nos recherches, nous nous sommes rendues compte que parmi les différentes OSV appuyées par PARSAR, CORIDEK est encore en activité jusqu'à ces jours et continue à utiliser les entrepôts construits par PARSAR au bénéfice de ses membres et emprunte la main-d'œuvre des paysans(nes) pour certaines activités de la Coopérative. Elle les garantie ainsi leur gagne-pain pour subvenir à leurs besoins et former leurs petites économies.

La structure CORIDEK continue à assurer la multiplication et la diffusion des semences comme au temps du PARSAR, et les paysans non membres font l'entreposage des leurs produits dans les entrepôts hérités du PARSAR moyennant une convention pour la vente de leurs produits.

Ci-dessous les images qui prouvent la pérennisation et l'impact des infrastructures à la vie socioéconomique des paysans de cette contrée.



- **Perception du projet par les bénéficiaires**

La perception d'un projet par ses bénéficiaires est cruciale pour en évaluer l'impact et le succès.

C'est un indicateur essentiel de sa réussite, si celui-ci a été adapté à leurs besoins en vue d'amélioration de leurs conditions de vie.

Nous avons utilisé des enquêtes, interviews et groupes de discussion pour mesurer la satisfaction et les perceptions des bénéficiaires sur terrain. C'est ainsi que certains de nos enquêtés ou interviewés ont réagi à nos questions selon la compréhension qu'ils avaient par rapport à leurs attentes.

Communication et informations recueillies des bénéficiaires :

A Nkatabusongo : à la question de savoir comment PARSAR est arrivé chez vous ? Une question ouverte comme celle-là, a suscité plusieurs réponses du genre de :

- Nous avons appris l'arrivée du Projet PARSAR à Kikwit et qu'il avait à charge d'appuyer les paysans et nous sommes allés nous présenter pour déposer notre requête, il a promis de passer chez nous ;
- Nos voisins de Nsimulungu avaient déjà été appuyés par PARSAR et cela nous a intéressés.

Q. Quelle était votre requête et comment avait-elle été reçue par PARSAR ?

R/ Nous étions un groupe des paysans agriculteurs et nous avons notre organisation de regrouper nos produits afin de les vendre ensemble. Nous regroupions les produits dans un dépôt construit avec nos matériaux de bord (sticks, paille...) et avec beaucoup de risques des intempéries. Nous avons besoin que PARSAR nous aide à construire un dépôt pour abriter nos produits avant de trouver des acheteurs. Le Projet nous a bien reçu et a réalisé notre demande en construisant un dépôt.

Q. après la construction de ce dépôt qu'est-ce que vous en faites ? Est-ce que tout le monde en bénéficie ? Comment ?

R/ Nous sommes satisfaits parce que c'est un besoin ressenti par nous et nous y mettons nos produits. Nous avons un comité de suivi et quiconque a besoin de garder ses produits passe par ce comité. Mais nous sommes une OP et nous avons un règlement qui nous régit.

Q. Qu'avez-vous encore bénéficié du PARSAR ?

R/ en plus de la construction du dépôt, PARSAR nous a fourni des semences des cultures améliorées pour renforcer la productivité, construction d'un centre de formation paysanne avec des nouvelles techniques culturales, installation des machines de transformation des produits agricoles : micro-cossette de manioc en farine planifiable pour la fabrication des pains, beignets, gâteaux... bref, les activités génératrices des revenus ; appui en matériels du travail dans tous les villages environnants.

Les bénéficiaires directs du Projet ce sont les membres des O.P. appuyés par PARSAR en cultures de boutures de manioc de variétés : Zizila et Obama ; semences de maïs de variétés : Mudisi 3 et Amaru ; arachides JL24, toutes ces semences sont encore d'usage à nos jours.

Les bénéficiaires indirects aujourd'hui sont ceux qui constituent la main-d'œuvre pour la Coopérative pour assurer les travaux secondaires tels que les travaux d'entretien, le triage des semences, conditionnement des semences...

Point négatif : PARSAR n'a pas engagé la main-d'œuvre de chez nous pendant la construction des dépôts ou pour toute autre activité comme entretien des routes. Il amenait des travailleurs de Kikwit ainsi que les matériaux de construction provenaient de Kikwit, alors que nous disposions aussi de quelques matériaux que nous pourrions vendre et bénéficier des recettes. L'apport local pour la construction était l'eau par les membres de l'OP.

Par ailleurs, les membres d'une autre structure bénéficiaire du Projet PARSAR déclarent ce qui suit :

Nous reconnaissons avoir travaillé dans le cadre du Projet PARSAR en multiplication des semences et boutures (Maïs et Manioc) et nous avons bénéficié du matériel pour la transformation des produits agricoles tels que : moulins à manioc, décortiqueuse à arachides, groupes électrogènes, des bêtes de trait pour le labour et transport des produits agricoles. En plus de semences et matériels, nous avons eu l'avantage de bénéficier de la construction d'un Bureau et d'un Marché rural à LUSANGA et diverses formations pour renforcement des capacités.

**Tableau 3 : Résumé des objectifs des projets, les problèmes à résoudre et les résultats obtenus**

Projet	Problèmes soulevés	Objectifs initiaux	Résultats attendus	Résultats obtenus	Obs
CODAIK	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Crise alimentaire suivie des ennuis sanitaires, malnutrition, sous-alimentation;</li> <li>2) Faible production des produits vivriers de base</li> <li>3) Baisse continue du rendement</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablir et développer un environnement institutionnel et managérial qui soit intégré pour le développement agricole à long terme ;</li> <li>• Mettre en place un package technique et un outil d'implantation stratégique pour les projets futurs, dans le cadre du développement général intégré ;</li> <li>• Augmenter la productivité agricole et améliorer les services agricoles par le développement des cultures, des investissements et de l'aquaculture visant le développement agricole à long terme ;</li> <li>• Promouvoir le développement économique de la Région en créant des infrastructures et en appuyant celles existantes (création des emplois)</li> <li>• Augmenter la production alimentaire dans la Région afin d'économiser les rares devises du pays en remplaçant les importations d'aliments de steppe par la production locale et promouvoir la sécurité alimentaire.</li> <li>• Apporter des nouvelles méthodes culturelles et des intrants tant agricoles que vétérinaires aux paysans des zones touchées par la carence.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>a) Formation des agents et partenaires capables et permanents à l'écoute du monde rural pour la prise en charge de leurs problèmes en vue d'intervenir favorablement à l'amélioration de leurs conditions de vie ;</li> <li>b) Vulgarisation des nouvelles méthodes culturelles en vue de l'accroissement de la productivité agricole et réduction de la pauvreté ;</li> <li>c) Formation des paysans de l'aire du projet à tous les domaines agricoles afin de garantir la sécurité alimentaire ;</li> <li>d) Création des centres de multiplication des semences à distribuer suffisamment aux paysans pour accroître la productivité et augmenter des revenus ;</li> <li>e) Développement d'un ranch d'élevage de bétail et un centre aquacole ;</li> <li>f) Etablissement d'une autorité de développement avec l'organisation des services agricoles ;</li> <li>g) Entretien des infrastructures locales existantes et création des nouvelles infrastructures de</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les agriculteurs ont reçu un ensemble de mesures techniques pour la culture du manioc</li> <li>2) Augmentation du rendement du manioc dans les sites assistés</li> <li>3) Construction des couloirs de contention pour le traitement des bêtes</li> <li>4) Construction des trois bureaux administratifs à NKO</li> <li>5) Reboisement d'arbres de protection et arbres fruitiers encore visibles et utiles aujourd'hui</li> <li>6) Adaptation des nouvelles variétés des semences de Maïs Kasaï 1 et Bandundu 1, Manioc F100, Arachide JL24</li> <li>7) Reproduction de variété de Tilapia Nilotica qui améliore la situation alimentaire et économique des ménages : 1.520 étangs de 532 ha</li> <li>8) Création des marchés autogérés et accord des crédits aux opérateurs économiques locaux pour appuyer leurs structures et augmentation des emplois.</li> <li>9) Champs de démonstration réussis</li> </ol>	



			base pour promouvoir les emplois et réduire la pauvreté.		
PROCAR	1. Problème nutritionnel et insécurité alimentaire, aliment de base pauvre en protéines, vitamines et autres micronutriments essentiels 2. Insuffisance alimentaire 3. Malnutrition aigüe globale (MAG)= 17% et Malnutrition aigüe sévère (MAS)= 3,2%	a) Accroître le revenu des ménages par l'appui à la conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles en vue de contribuer à réduire la prévalence de la malnutrition et élever le niveau de vie des populations rurales ; b) Identifier, structurer et former des Associations et des O.P. d'Agric multiplicateurs à 30% féminins ; c) Promouvoir les bonnes pratiques alimentaires, hygiéniques et culinaires via les associations féminines sur base des aliments locaux d) Approvisionner les Associations en intrants et matériels de production ; e) Augmentation de la production agricole ; f) Renforcement des infrastructures physiques et institutionnelles existantes g) Utiliser les organismes locaux comme mécanismes pour la vulgarisation de la technologie en matière de la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles au bénéfice des fermiers de l'aire du Projet ; h) Multiplication des semences vivrières et boutures saines de manioc.	- Création d'une unité de transformation et commercialisation des produits agricoles à Ekubi et à Lusekele ; - Multiplication et Pérennisation des semences vivrières améliorées et boutures saines de manioc, Riz nérica, R 66, Niébé Sp, Soja Sp, Arachide P43 A1052 et la production agricole augmente et se diversifie ; - Le volume des produits agricoles commercialisés augmente, le revenu des ménages s'accroît ; - Existence d'une filière semencière embryonnaire dans la Province ; - Les mécanismes de suivi des situations alimentaires et nutritionnelles sont plus efficaces ; - Les ménages vulnérables améliorent leurs connaissances, aptitudes et pratiquent nutritionnelles et alimentaires ; - La sécurité alimentaire et nutritionnelle à haut risque dans la Province est durablement améliorée à 60%	1) Dissémination des semences améliorées aux ménages agricoles encadrés 2) Installation d'une unité de transformation et commercialisation des produits agricoles à Ekubi et à Lusekele ; 3) Construction et Installation des marchés modernes et dépôts de stockage et conservation des produits agricoles ; 4) 7 champs de multiplication, de démonstration et de vulgarisation des nouvelles variétés de maïs dont Kasaï 1 et Bandundu1 des superficies 7.500m2, 5.000m2 et 3.000m2 ; 5) Les membres des ONG/OP appuyés par le Projet ont bénéficié de la formation et des nouvelles variétés des semences (manioc, maïs, riz, niébé...) ; 6) Transformation des produits agricoles et leur Commercialisation grâce aux machines agricoles et véhicules octroyés par le Projet PROCAR ; 7) Formation des 20 OPB avec un effectif de 785 membres, 2 ONG et une Union UAEPNK pour la vulgarisation et production agricole.	
PARSAR	1) Baisse de productivité du secteur agricole ;	- Renforcement de la sécurité alimentaire ;	- Nouvelle dynamique du secteur agricole et rural	Réhabilitation des infrastructures socioéconomiques de base :	

	<p>2) Insuffisance et désorganisation des services d'appui à l'agriculture ;</p> <p>3) Agriculture de subsistance, baisse des revenus des paysans.</p> <p>4) Insécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relance effective du secteur agricole et rural et diffusion des semences améliorées confiées aux OSV ;</li> <li>- Réhabilitation des infrastructures de base existantes pour soutenir le développement économique ;</li> <li>- Innovation technologique pour l'adoption des technologies avancées</li> <li>- Engagement communautaire implication des communautés locales dans la planification et l'exécution du Projet.</li> <li>- Former les cadres et les paysans aux nouvelles technologies agricoles pour pérenniser les activités du Projet</li> <li>- Créer des emplois en utilisant la HIMO dans les infrastructures créées ou appuyées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des infrastructures de base et de commercialisation</li> <li>- Pistes de desserte agricole réhabilités et construction des ouvrages d'art</li> <li>- Création des emplois et augmentation des revenus des paysans</li> <li>- Accroître la production agricole, réduction de la pauvreté et de l'exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 234 Km des pistes de desserte agricole</li> <li>• Construction d'ouvrages d'art et des latrines</li> <li>• Aménagement de quelques sources d'eau potable</li> <li>• Constructions des entrepôts de stockage des produits agricoles</li> <li>• 7 Organisation semencières villageoises créées et appuyés en intrants et équipements agricoles</li> <li>• Augmentation des semences et production agricole ;</li> <li>• Augmentation des emplois, Réduction de la pauvreté et diminution de l'exode rural</li> <li>• Formation des cadres et des membres des OSV/OPB bien assurée ;</li> <li>• Désenclavement des bassins de production par la réhabilitation des pistes rurales et ouvrages d'art.</li> </ul>	
--	---	---	--	---	--

#### 4. Suggestions

Partant de ce qui précède, nous proposons ce qui suit :

- Aux Organisations Internationales/Bailleurs des Fonds, respecter les modalités et les échéances de décaissement des fonds nécessaires pour le déroulement des projets ;
- Au Conseil Exécutif (Gouvernement) de la RDC, il est capital de repenser le système des affectations des Projets de développement dans le milieu rural en tenant compte de l'équité dans la répartition des fonds divers, prévoir les problèmes dans leur complexité et ne pas concevoir des plans en dehors des réalités des terrains ; qu'il respecte ses engagements quant à la contribution de la contrepartie aux financements des projets, car beaucoup de plaintes sont enregistrées par ces dits projets pour le retard des décaissements ou l'insuffisance de versement de cette contrepartie et qui cause préjudice à l'exécution des activités des projets ; pour le cas de la CODAIK, il est noté dans le Rapport synthétique des activités de 1985 ce qui suit : insuffisance de la subvention reçue du Conseil Exécutif et son déblocage tardif et débarquement d'un bon nombre des moniteurs agricoles oeuvrant dans les P.A.I. par la Fonction Publique, faute de l'insuffisance de fonds. De même pour PARSAR, il est dit dans son Rapport d'achèvement que « Le Projet a connu une suspension des décaissements de Novembre 2009 – Avril 2010. Les activités ont connu un ralentissement consécutif à l'absence des fonds de la contrepartie, et aussi, la clôture du Projet initialement prévue au 31 Mars 2011, avait été prorogée au 30 Mars 2012. Et à l'achèvement du Projet, une difficulté majeure était restée, à savoir le non déblocage des fonds de contrepartie pour payer les factures en souffrance émergeant sur cette ressource. » Cette situation risquerait de porter des préjudices énormes et imprévisibles pour d'autres projets futurs. Toujours au Gouvernement nous recommandons la mise en place d'un mécanisme durable de suivi pour l'entretien des pistes d'intérêt général et ceux d'intérêt local réhabilités par les Projets et la prise en charge des Comités Locaux pour l'Entretien des Routes (CLER)
- Aux Structures Locales, ONG, Secteur privé, Communautés locales, veiller à l'élaboration effective des rapports d'exécution des travaux par les projets et effectuer des visites de terrain pour constater l'évolution des tâches afin de mieux les évaluer ; associer de façon sincère les bénéficiaires des ouvrages à la conception et au déroulement des travaux, car les ignorer pourraient cacher certaines difficultés pour lesquelles seuls le bénéficiaires détiennent les solutions.

#### Conclusion

Notre recherche a porté sur **l'Evaluation ex-post des Projets de développement mis en œuvre dans le Territoire de Bulungu, cas de CODAIK, PROCAR et PARSAR.**

Nous sommes partie d'un constat selon lequel le Territoire de Bulungu est inondé des plusieurs projets de développement et Agences de Financement des projets depuis quelques décennies. Et depuis, nous étions habitée par la question principale qui nous hantait, laquelle question était de savoir si réellement les réalisations de ces Projets apportaient des résultats positifs qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations de milieu rural de ce dit territoire.

Au vu des résultats des différents projets à notre possession, nous nous amenons à dire que notre hypothèse du départ s'est confirmée, car il s'est dégagé plusieurs réalisations desdits Projets qui ont renseigné sur l'amélioration de l'état défectueux qu'accusaient les pistes de desserte agricole réhabilités ainsi que la construction des ouvrages d'art (ponts, gallots, bouses) qui ont facilité la circulation des véhicules et favorisé le commerce des produits tant agricoles qu'artisanaux, l'augmentation effective de la productivité agricole grâce aux nouvelles techniques culturelles et machines de production et transformation acquises des Projets.

Pendant le déroulement des activités des projets, plusieurs infrastructures avaient été créées et ont

absorbé le chômage par la création des emplois, et ont réduit par le fait même la pauvreté dans le milieu. De même, l'augmentation de la production agricole et la commercialisation des produits agricoles ont donné prise à l'accroissement des revenus des paysans avec possibilité de faire face à d'autres besoins ressentis.

L'aménagement des sources d'eau potable, la production piscicole et le rendement de l'élevage ont donné lieu à l'amélioration des conditions alimentaires et hygiéniques pour l'appui à la sécurité alimentaire. Ce sont là quelques indicateurs observables de performance parmi tant d'autres, apportés par les projets de développement de notre étude et aujourd'hui encore on remarque quelques retombés des activités réalisées dans certains sites des projets.

Les réactions des bénéficiaires par rapport à leur satisfaction des activités des projets que nous avons rapportés ci-haut en disent davantage. Il y en a qui soutiennent qu'il aurait fallu que lesdits Projets (CODAIK, PROCAR et PARSAR) continuent leur parcours dans leur milieu, du fait que le

L'évaluation ex-post des projets de développement que nous venons de mener après tant d'année de leur achèvement, n'a pas été une mince affaire s'il faut considérer les difficultés que nous avons endurées lors de nos investigations. Quelles qu'elles soient, nous les avons affrontées jusqu'à atteindre notre idéal, celui de dégager l'impact des réalisations des Projets sur l'amélioration des conditions de vie de la population rurale et les retombés, la viabilité, la durabilité/pérennité des activités à l'issue desdits Projets.

Le constat est qu'en définitive, cette évaluation nous a permis de savoir qu'après avoir mis tous les moyens de production en œuvre, ces Projets ont réellement atteint l'augmentation du volume de production agricole tel qu'ils s'étaient fixés, chacun pour son compte, au lancement, avec la création des infrastructures offrant des emplois et rendant la population du milieu rural capable de se prendre en charge en intervenant favorablement à d'autres besoins physiologiques.

En abordant ce sujet concernant la question sur l'impact des activités des projets de développement dans le milieu rural, nous avons pensé apporter notre modeste contribution dans la mesure où nos recommandations et nos propositions évoquées ci-haut retiennent l'attention de ceux qui ont charge de voter les lois, c'est-à-dire les Acteurs du développement, les Ministères de tutelle, les Autorités politico-administratives...

## Références bibliographiques

- AGOSSOUZA, M.M., 2010, *Amélioration de la performance des projets de développement par la mise en place du système de suivi-évaluation : cas du PNDCC.*, Mémoire, inédit, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- BAKOLE wa ILUNGA, 1991, *Chemins de libération*, 4<sup>ème</sup> éd., Archidiocèse de Kananga, Zaïre, 350p
- BERG R. J. & Collab. 1990. *Stratégies pour un nouveau développement en Afrique*, PUF, Paris, 556p
- BEYA N., 1992. *Femmes et activités informelles dans les villes du Congo*, Tropiques, Kananga 54p.
- CODAIK, Mission de consultance, annexe, Mai 1986
- CODAIK, *Rapport d'achèvement du Projet*, Février 1990
- CODAIK, *Rapport d'activités 1986*
- CODAIK, *Rapport d'activités 1987*
- CODAIK, *Rapport d'activités deuxième trimestre 1988*
- CODAIK, *Rapport de synthèse du Séminaire sur la Vulgarisation agricole : Organisation, Méthodes, Suivi*, Août 1984.
- CODAIK, *Rapport synthétique des activités du premier semestre 1985*,
- CODAIK, Statut, Textes Juridiques de CODAIK
- LEGROS A., 2011, *Définition et implantation des systèmes de suivi-évaluation*, SETYPM International volume 1, Bénin.
- MUHUNGA KYOMB Y., 2012-2013, *Evaluation ex-post des activités agricoles mises en œuvre par le Projet PARSAR/BDD, cas de Manioc*, Mémoire, inédit, Université de Kikwit
- PARSAR, *Rapport d'achèvement du Projet*, Janvier 2012.



- PARSAR, *Rapport d'achèvement du Projet*, Juin 2013.
- PARSAR, *Rapport d'évaluation*, Mars 2004.
- PAUL VI, PP., 1967, *Populorum progressio, Lettre Encyclique sur le développement des peuples*, éd. IPCM, Kinshasa.
- PERROT, M.D., *Education au développement et perspective interculturelle*, Beyrouth-Liban, Idea – Esper
- PROCAR, *Evaluation du système de vulgarisation PROCAR*, Février 1991.
- PROCAR, *Rapport annuel*, Février 1989.
- PROCAR, *Rapport de Mission de service effectuée à la C.E.A.E./EKUBI*, du 29 Novembre au 1<sup>er</sup> Décembre 1988
- Programme de Nations Unies pour le Développement, PNUD, 1978, *Projet du développement rural intégré du Kwilu*, Kinshasa, inédit.